



LA FEDERATION COMMUNIQUE

AGRICULTURE

QUI SONT LES PYROMANES ?

Une nouvelle fois, des agriculteurs se soulèvent, véhiculant colère, rejet, nostalgie, illusions, manipulations, fuite en avant, mais aussi revendications justifiées. Parfois ici ou là des salariés peuvent être enrégimentés. Si les sujets de révolte existent réellement, les revendications avancées tournent, trop souvent, le dos aux défis et enjeux de l'heure. Les problématiques rencontrées sont toutes liées à une accélération et un approfondissement de la crise du capitalisme que traversent la France et l'Europe. Les enjeux auxquels sont confrontés les secteurs agricoles et alimentaires dans notre pays sont tout à la fois posés en termes de souveraineté alimentaire, de santé publique, d'environnement et de sauvegarde des ressources naturelles, de dérèglements climatiques, d'aménagement du territoire, de qualité des produits, de maintien des capacités agricoles et alimentaires. Pourtant, l'ensemble de ces questions est pour le moins évacué au nom de normes qu'il faudrait abroger. De fait, s'exprime la volonté de toujours plus de libéralisme, alors que paradoxalement, c'est ce dernier, porté par Macron et consorts, et les stratégies économiques construites depuis des décennies, qui se heurtent aujourd'hui à un refus massif d'être happés par les lois du marché. Les salariés de nos professions et les petits et moyens agriculteurs en sont les victimes expiatoires.

Les politiques publiques, nationale et européenne, accélèrent la concentration agraire, les spécialisations régionales, la surexploitation des travailleuses et travailleurs de la terre comme celle des ressources naturelles. Les réformes de la Politique agricole commune libéralisent toujours un peu plus l'agriculture, dans le même temps où une socialisation de fait s'étend. Une caste bourgeoise d'agrobusinessmen s'est constituée, accaparant les subventions publiques au détriment des petits et moyens agriculteurs poussés vers la sortie et d'exigences sociales et salariales essentielles.

Les lois Egalim (1, 2, 3... à quand Egalim4 ?) se succèdent et démontrent leur inefficacité. Ce que notre fédération avait pronostiqué dès leur mise en place. Objectif affiché de ces lois, les rapports de forces dans la filière n'ont été en rien modifiés, si ce n'est pour renforcer très largement la caste des agrobusinessmen et les multinationales qui dominent le système alimentaire mondial. La rémunération par les prix reste au centre des préoccupations de la grande masse de la paysannerie. Il en est de même pour les salaires. Tandis que les marges des grands groupes agroalimentaires atteignent leur plus haut niveau depuis 15 ans. Ce sont d'autres politiques sociales, économiques et environnementales qui doivent être construites. Le gouvernement actuel proposera, au mieux, un emplâtre sur une jambe de bois. La démagogie en prime.

Répondre aux défis posés ne passera pas par un nouvel abaissement des normes environnementales et de la dérèglementation sociale en agriculture. Dans une situation sociale fortement dégradée, avec un salariat paupérisé, le patronat agricole bénéficie de l'exonération totale des cotisations sociales, norme sociale sacrifiée. La smicardisation généralisée des ouvriers de l'agriculture n'a absolument rien réglé. A vouloir éteindre les incendies avec le concours des pyromanes, le trou noir s'accroît et la crise éloigne l'horizon de solutions économiques, sociales et environnementales nécessaires.

Montreuil,
Le 23 janvier 2024